

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative, Bâtiment A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 21/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGRONUTRITION

3 avenue de l'Orchidée
Parc Activestre
31390 Carbonne

Références : 81-CRARC-2024-26
Code AIOT : 0006804055

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2024 dans l'établissement AGRONUTRITION implanté ZI du Rieutord 81300 Graulhet. L'inspection a été annoncée le 01/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRONUTRITION
- ZI du Rieutord 81300 Graulhet
- Code AIOT : 0006804055

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Agronutrition, filiale du groupe Français De Sangosse (1400 personnes, dont environ un tiers en France) est une spécialiste de la nutrition des plantes. Elle conçoit, fabrique et commercialise une gamme complète de spécialités, biostimulants, biofertilisants, anti-carenciels... Le site de Graulhet est un site de production de produits essentiellement solides.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Lettre du 24/05/2016	Demande d'action corrective	5 mois
4	Etat des matières stockées.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	5 mois
5	Capacité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > I.	Demande d'action corrective	1 mois
6	Localisation des risques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conditions de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/05/2020, article 3.5.2	Sans objet
3	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article I > 2.5	Sans objet
7	Installations électriques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
8	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article I > 4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence 4 non-conformités qui font l'objet d'une demande d'actions correctives.

La situation administrative doit également être clarifiée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 24/05/2016			
Thème(s) : Situation administrative, nomenclature			
Prescription contrôlée :			
Selon le récépissé de changement d'exploitant du 24 mai 2016			
2170.1	Engrais, amendements et support de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781 : 1. Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10 t/j	120 t/j	A
2910.A.2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...] 2. Supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW	4 MW	DC
4510.2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	99 t	DC

	2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t.		
2260.2.b	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, ... de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226. 2. Autres installations que celles visées au 1 : b) la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW.	500 kW	D
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole. Le dépôt étant supérieur à 200 m ³ .	4 000 m ³	D
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à	499 t	NC

	500 t dans des) [...]		
1530	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public.	999 m ³	NC
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.	999 m ³	NC
2175	Engrais liquides (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l.	99 m ³	NC
2925	Accumulateurs (atelier de charge d')	49 kW	NC

4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	5 t	NC
4441	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3.	Acide nitrique 1,9 t	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	99 t	NC
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégories 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel [...].	Bouteille gaz pour engins manutention 5,9 t	NC
4734.2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution [...]. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2 . Pour les autres stockages.	Gazole pour manuscopic 1,2 t	NC

Constats :

La situation administrative a été mise à jour par récépissé du 16 mai 2016, suite à la déclaration de

changement d'exploitant déposée par la société Agronutrition.

Les éléments caractéristiques repris dans ce récépissé correspondent à ceux du porter à connaissance (PAC) transmis par l'exploitant le 9 mai 2014. Outre la création d'un hangar de stockage de matières premières, ce PAC comportait plusieurs modifications impactant la situation administrative:

- rubrique 2170: augmentation de la production de 30 t/j à 120 t/j. Selon l'exploitant, cette augmentation s'explique par une évolution des rythmes horaires de travail,
- rubrique 2171: augmentation du volume de stockage de 500 m3 à 4000 tonnes, nécessitant la construction d'un nouvel hangar.

A partir des informations issues du registre des stocks de l'exploitant, l'inspection relève que:

- la quantité de matières relevant de la rubrique 4510 était de 67,2 tonnes inférieur au seuil autorisé de 99 tonnes,
- la quantité de matières relevant de la rubrique 4511 était de 50,98 tonnes inférieur au seuil autorisé de 99 tonnes,
- la quantité de matières relevant de la rubrique 1510 était de 544 tonnes, supérieure au seuil autorisé de 500 tonnes. L'exploitant explique que les tonnages recensés en 1510 intègrent aussi des matières relevant de la rubrique 2171 qui ne sont pas forcément combustibles.
- la quantité des matières relevant de la rubrique 2171 n'a pu être précisée par l'exploitant. Concernant cette rubrique, l'inspection constate que le bâtiment évoqué dans le PAC de 2014 n'a pas été construit, ce qui est susceptible de remettre en cause la quantité autorisée de 4000 tonnes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de:

- transmettre une mise à jour de la situation administrative,
- transmettre un état des stockages rubrique par rubrique,
- justifier l'absence de classement sous la rubrique 1510, en recensant l'ensemble des matières combustibles (matières premières, produits finis, cartons, bois...)
- se positionner sur la capacité réelle de stockage sous la rubrique 2171, en l'absence du hangar non construit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 2 : Conditions de rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2020, article 3.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites

Prescription contrôlée :

VALEURS LIMITES ET SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'AIR

2 – A la sortie du tube sécheur n° 1

Paramètre	Débit en Nm3/h	Valeur limite en	Flux en g/h	Contrôle par un
-----------	----------------	------------------	-------------	-----------------

		mg/Nm3		OA
Poussières	20000	40	800	Annuel
Ammoniac	20000	50	1000	Annuel

Teneur en oxygène des gaz résiduaux à laquelle sont rapportées les valeurs limites : 20,2 %

3 – A la sortie du tube sécheur n° 2

Teneur en oxygène des gaz résiduaux à laquelle sont rapportées les valeurs limites : 20,2

Paramètre	Débit en Nm3/h	Valeur limite en mg/Nm3	Flux en g/h	Contrôle par un OA
Poussières	16000	40	640	Annuel
Ammoniac	16000	50	800	Annuel

Constats :

L'exploitant a transmis les résultats des analyses des mesures effectuées par l'APAVE:

- les 29 et 30 octobre 2021,
- les 7 et 8 septembre 2022,
- les 29 et 30 octobre 2023,

Les résultats sont conformes pour ce qui concerne les poussières.

5 résultats sur 6 sont conformes pour ce qui concerne l'ammoniac (2021: 7,6 et **116.4** mg/Nm3, 2022: 2,13 et 1,14 mg/Nm3, 2023: 22,5 et 2,24 mg/Nm3). Il s'agit selon l'exploitant d'une erreur d'analyse. Pas de dépassement constaté en 2022 et 2023.

Par ailleurs les résultats sur les COV sont tous inférieurs aux limites fixées dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats des mesures 2024 lorsqu'ils seront disponibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article I > 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie "engins" ou par une voie "échelles" si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.
Constats : Le bâtiment industriel I (stockage des matières premières et production) est accessible par 2 portes, l'une située à l'arrière du bâtiment accessible depuis l'impasse Lavoisier, l'autre située au sud et accessible depuis la rue Claude Bernard. L'exploitant indique qu'un exercice est réalisé avec les pompiers. Lors de la dernière visite, les pompiers ont demandé une mise à jour des plans avec le positionnement des dispositifs de coupure des énergies. L'exploitant a présenté un plan d'évacuation comportant notamment le positionnement du dispositif de coupure du gaz de ville et de l'armoire électrique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des matières stockées.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Nature et quantités de produits
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre informatique de ses stocks via l'outil ERP centralisé à Agen. Ce registre est accessible à distance et permet une extraction des stocks au jour le jour.</p> <p>L'extraction des stocks faite le jour de l'inspection donne:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 67,2 tonnes de produits relevant de la rubrique 4510, - 51 tonnes de produits relevant de la rubrique 4511, - 544 tonnes de produits combustibles relevant de la rubrique 1510, - 3403 emballages vides, - 209 palettes de bois <p>La quantité de matières relevant de la rubrique 1510 de 544 tonnes est supérieure au seuil autorisé de 500 tonnes. L'exploitant explique que les tonnages recensés en 1510 intègre aussi des matières relevant de la rubrique 2171 qui ne sont pas forcément combustibles. Les matières combustibles de type emballages et palettes sont recensées mais pas nécessairement comptabilisées sous la rubrique 1510. La situation de la rubrique 1510 doit être clarifiée.</p> <p>L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits stockés sur le site. Ces FDS sont accessibles via le réseau de la société Agronutrition.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit clarifier la situation administrative. Voir pour cela la demande formulée à la fiche N°1</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 5 : Capacité des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > I.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Capacité des rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :■ dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;■ dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;■ dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de plusieurs IBC de 1000 litres de TTP (acide phosphonique) disposés sur une aire bétonnée de la zone de stockage de produits du bâtiment industriel. Cette</p>

<p>zone ne semble pas pourvue de moyens de rétention des produits en cas de déversement accidentel (absence de seuil, pas de bac de rétention sous les IBC)</p> <p>L'inspection a également constaté la présence de quelques IBC stockés à l'extérieur devant le bâtiment de stockage des produits finis, sans rétention associée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre sur rétention l'ensemble des produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux et de le justifier à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Localisation des risques.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Identification des zones à Risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Seules les zones ATEX sont recensées et reportées sur le plan d'évacuation. Il s'agit de la zone des séchoirs. Cette zone est matérialisée par un affichage.</p> <p>Les zones à risque d'incendie ne sont pas recensées. L'exploitant considère les risques d'incendie faibles.</p> <p>Lors de la précédente visite en 2018, l'inspection avait demandé une mise à jour de l'étude des dangers (EDD). L'exploitant indique l'avoir réalisée et transmise à la Dreal. L'inspection confirme à l'exploitant qu'il ne dispose pas de cette étude.</p> <p>L'exploitant n'a présenté aucune consigne relative à ces zones.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - procéder au recensement des risques incendie en cohérence avec l'EDD - transmettre l'EDD à l'inspection, - mettre en place les consignes relative à ces zones

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 7 : Installations électriques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. B.-Dans les locaux de l'installation recensés comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion en application de l'article 48, un interrupteur central ou arrêt d'urgence, bien signalé et repéré sur un plan, permettant de couper l'alimentation électrique des locaux concernés est installé de manière à être accessible depuis l'extérieur sauf si l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité est maintenue lorsqu'elle est nécessaire à leur fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de vérification effectués par l'APAVE le 27 mars 2023 et le 28 mars 2023.</p> <p>Le premier relève 13 observations dont 8 sont levées en 2024. Les observations non levées ne sont pas des non-conformités mais des préconisations.</p> <p>Le deuxième mentionne 10 observations.</p> <p>L'exploitant montre les rapports annotés qui lui permettent de suivre les actions réalisées et restant à faire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article I > 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des</p>

risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés et/ou avec les produits de décomposition thermique de ces produits stockés ;- d'une réserve de sable meuble et sec adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;- un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage ;- un système interne d'alerte incendie. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

L'exploitant indique qu'il y a un poteau incendie situé au niveau du croisement de l'impasse Lavoisier avec la rue Claude Bernard.

Ce poteau est situé à moins de 200 mètres du risque. Le débit de ce poteau n'est pas connu.

L'exploitant dispose de 60 extincteurs réparties sur le site de tous types (eau+additif, poudre, CO2).

L'exploitant dispose aussi d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours (en cours de mise à jour) et d'une alarme pour l'évacuation.

Les extincteurs sont vérifiés annuellement (dernière vérification en septembre 2023)

La présence d'une réserve de sable et de pelles n'a pas été vérifiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de se renseigner sur le débit disponible du poteau incendie et de confirmer la présence d'une réserve de sable et de pelles.

Type de suites proposées : Sans suite